

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Félicité Ongouori Ngoubili salue la montée en puissance du Génie militaire



Photo: F.M. MOMBO

La ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouori Ngoubili visitant le Génie militaire.

F. M. MOMBO  
Libreville/Gabon

LE Génie militaire a constitué la dernière étape de la tournée de prise de contact dans les entités du moins à Libreville placées sous sa tutelle de la ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouori Ngoubili.

Là-bas, la ministre a touché du doigt la montée en puissance de cette dernière née des cinq composantes des Forces armées gabonaises. D'autant que "de la simple unité élémentaire au sein du Régiment de commandement, d'appui et de soutien autrefois, la Compagnie des travaux du Génie s'est muée en composante autonome des Forces de défense,

jouissant d'une autonomie administrative et de gestion. Tout ceci a été rendu possible il y a tout juste 20 ans, grâce à la vision impulsée par le chef de l'État, chef suprême des Forces de défense et de sécurité, Ali Bongo Ondimba", a souligné la ministre. Une vision qui a d'ailleurs permis aux Forces de défense de bénéficier d'une expertise et d'un réel soutien opérationnel dans les domaines de la mobilité, des infrastructures, et maintenant dans le domaine agricole. Dans cette optique, la ministre a demandé aux soldats du Génie militaire d'être des utilisateurs consciencieux et soucieux des moyens, des outils et des matériels mis à leur disposition par l'État. Le directeur général du

Génie militaire, le colonel Gabin Oyoughou Lehounda, a rappelé que son administration est à la fois une arme et un service dont les missions sont en tant qu'arme, "appuyer la mobilité des forces amies, participer à la contre-mobilité des forces d'opposition, aider le déploiement des forces, participer aux opérations civiles et militaires et participer aux opérations de secours aux populations". Et en tant que service: "effectuer des études, planifier, réaliser ou faire réaliser des travaux d'infrastructures, au profit des Forces de défense, de l'État ou des collectivités locales. Contrôler les prestations concédées par l'État aux entreprises et bien d'autres".

## Morena: deux congrès et des exclusions

ENA  
Libreville/Gabon

EN deux jours (le 8 et le 9 juillet derniers), comme pour confirmer et accentuer le bicéphalisme jusque-là latent qui est en train de prendre de l'ampleur dans ce parti, le Mouvement de redressement national (Morena) a tenu deux congrès (dont un extraordinaire) dans le même quartier de Libreville, à savoir Nyali. Le premier, tenu par le président sortant Thierry Ondo Assoumou (qui a rempli au terme des travaux), avait pour ordre du jour: l'adoption du nouveau logo et "la modification des statuts pour un arrimage au temps" et le renouvellement du bureau national. Il était aussi question de "décider définitivement et solennellement sur les cas d'indiscipline constatés par le conseil national." Les assises ont acté le changement de logo qui se présente désormais sous la forme d'un homme debout avec le bras droit levé, le poing fermé; le tout enveloppé des couleurs nationales et une étoile au-dessus de la tête. Les travaux ont également entériné la suppression du Conseil politique permanent qui devient le Haut conseil des sages. Quant

au mandat du président, il est désormais passé de 5 ans à 7 ans. Des sanctions ont été également prononcées contre certains cadres dont Samuel Mendou Nguema, José Gildas Kombila-Kombila et Mathurin Ona "qui auraient décidé d'organiser leur congrès au mépris des dispositions statutaires". Comme une réponse du berger à la bergère, le lendemain 9 juillet 2022, les trois exclus tenaient leur congrès avec pour point de fixations les dénonciations des actes posés par leurs anciens compagnons. Prenant exemple du changement du logo, ils estiment qu'il s'agit d'une faute grave, voire impardonnable. Tout comme la suppression du Conseil politique permanent "organe régulateur veillant à l'idéologie et garant du fonctionnement régulier des activités du parti", ne saurait se faire, même s'il doit être remplacé par un autre organe. Il en est de même de la ligne politique du parti qui a maintenant des accointances avec le PDG. Pour "toutes ces fautes graves, voire impardonnables", les assises qui ont élu Samuel Mendou Nguema à la tête du parti ont prononcé l'exclusion définitive du Morena du président Thierry Ondo Assoumou.

## Tribune des partis politiques Entre ambition et action

D'aucuns se demandent comment le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) a fait pour revendiquer cinq années d'existence, au point de les célébrer le week-end dernier. En ce sens que le RPM en tant que dénomination d'un parti politique n'est apparu dans l'arène politique qu'en avril 2019, et de 2019 à 2022, cela fait plutôt 3 ans et non cinq.

L'argument avancé par les dirigeants du RPM, au premier chef desquels son président Alexandre Barro Chambrier, tourne autour du fait que cette formation politique est le fruit d'une mutation d'un parti créé il y a cinq ans: le Rassemblement Héritage et Modernité (RHM). Or, finalement le RHM existe toujours et est placé sous la présidence de l'un de ses cofondateurs en la personne de Michel Menga M'Essone, aujourd'hui très proche du pouvoir du président Ali Bongo Ondimba.

Une situation qui a créé une véritable confusion que la

justice et l'administration du territoire ont refusé de dissiper. Alors que les dispositions de la loi sur les partis politiques auraient dû faciliter les choses. Les instances compétentes ont consacré l'existence des deux structures politiques. Comme pour dire que le RPM de Barro Chambrier n'a aucun lien avec le RHM de Menga M'Essone.

Certains analystes conseillent même de croire que le RPM est le fruit de la mutation d'une partie du RHM gérée par Barro Chambrier et les siens, entérinée lors du congrès extraordinaire d'avril 2019. C'est donc fort de cela que dirigeants, militants et sympathisants du RPM ont célébré, samedi dernier, le cinquième anniversaire de leur parti...

Ce RPM qui, comme l'avait précisé son président en avril 2019, "s'inscrit en faveur d'une économie de marché avec un contenu social fort, destiné à corriger les effets pervers du capitalisme à outrance". Barro Chambrier de poursuivre: "Nous nous situons aujourd'hui dans l'opposition parce que

nous désapprouvons la politique contraire, dans tous les domaines, aux intérêts du pays, conduite par les autorités actuelles. Nous affirmons clairement notre ancrage dans une opposition qui rejette vigoureusement l'utopie, mais qui réfute fermement les compromissions avec le pouvoir". Aujourd'hui encore, le RPM demeure sur la même ligne politique. Et son leader qui a opté pour une occupation du terrain à travers des tournées dans le Gabon profond, l'a réitéré dans son mot de circonstance samedi dernier. Non sans rappeler le chemin parcouru avec tant d'embûches. Tout comme il a réaffirmé sa détermination à faire aboutir l'alternance au Gabon.

Mais çà c'est l'ambition. L'action du RPM sera-t-elle suffisante et efficace pour arriver à cette fin? Les échéances électorales de 2023 s'annoncent comme un tournant.